

Appel à se rassembler les 17 et 21 novembre 2020

Pour la liberté d'informer et d'être informé ! Pour la liberté d'expression contre une loi liberticide !

Mardi 17 novembre 2020, le groupe LREM présentera en séance publique sa proposition de loi sur la sécurité globale. Ce texte s'inscrit dans la foulée du schéma national du maintien de l'ordre (SNMO), rendu public le 17 septembre par le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin.

En son article 24, la proposition de loi interdit à toute personne la diffusion « dans le but qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, [de] l'image du visage ou tout autre élément d'identification » d'un policier ou d'un gendarme « lorsqu'il agit dans le cadre d'une opération de police ».

Le fait de diffuser l'image d'interventions policières notamment en direct serait donc, de fait, quasiment impossible. En pratique, cette loi conduira à davantage d'interpellations et de violences, comme c'est déjà trop souvent le cas aujourd'hui.

Clairement, ce sont non seulement les journalistes, reporters-photo, reporters d'images, documentaristes, membres d'observatoires citoyens qui sont visés, mais quiconque pendant des manifestations ou mouvements sociaux sera muni de son téléphone portable.

Comment caractériser l'intention ? L'autocensure, face à la peur d'être arrêté et poursuivi, ne deviendra-t-elle pas la règle, la norme ?

En revanche, toujours selon la proposition de loi sur la sécurité globale, les membres des forces de l'ordre pourront filmer ou photographier la population (article 21).

La démarche des député.e.s LREM, qui relaient la volonté du gouvernement, est claire : museler la presse, la liberté d'informer, la liberté d'expression et la liberté de manifester.

Aussi, les organisations syndicales de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT journalistes et SGJ-FO, la Fédération européenne des journalistes, ainsi que la Ligue des droits de l'homme et un grand nombre d'organisations professionnelles et collectifs appellent à un rassemblement mardi 17 novembre à partir de 16 heures, place Édouard-Herriot (derrière l'Assemblée Nationale), à Paris.

Un second rassemblement citoyen avec les associations humanitaires, de défense des droits de l'homme, de collectifs, d'associations et de syndicats est déjà envisagé samedi 21 novembre, sur le parvis des droits de l'Homme, au Trocadéro à Paris (horaire à venir).



SNJ - SNJ-CGT - CFDT-Journalistes - SGJ-FO - Fédération européenne des journalistes - Fédération internationale des journalistes - LDH - la SCAM - La GARRD - Reporters en Colère - SDJ de LeMédiaTV - Association de la presse judiciaire - Acrimed - Ras la plume - Reflets.info - LaMeutePhotographie - Divergence-Images - Tu piges - We Report - Profession : pigiste - Les Plumé.e.s - Youpress - Informer N'est Pas un Délit - Association de journalistes scientifiques de la presse d'information - Prix Albert Londres - Syndicat interprofessionnel de la presse, des médias, de la culture et du spectacle - Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie - Prenons la Une - Société des réalisateurs de films - Association des cinéastes documentaristes - Reporters sans frontières - Union des clubs de la presse francophones - Amnesty international -